

**Climat - Conférence «Our Ocean»
de Malte - Communiqué de presse
du ministère de la transition
écologique et solidaire
(Paris, 06 octobre 2017)**

Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, a représenté la France à la Conférence «Our Ocean» à Malte les 5 et 6 octobre. Dans la prolongation du Plan climat, elle a insisté sur le rôle majeur que jouent les océans dans la lutte contre le changement climatique.

Depuis 2014, cette conférence annuelle rassemble des représentants des gouvernements du monde entier, des institutions internationales, des entreprises du secteur portuaire et maritime et des ONG.

Elle a pour vocation de susciter des engagements concrets de la part de toutes les parties prenantes pour améliorer la santé des océans.

Brune Poirson a présenté les nombreux engagements souscrits par la France notamment:

- l'interdiction des sacs plastiques à usage unique, des cosmétiques contenant des micro-billes plastiques (à compter du 1er janvier 2018), de la vaisselle plastique et des cotons tige plastiques (à compter du 1er janvier 2020);
- le classement en aires marines protégées de 32% des eaux sous juridiction française avec la nouvelle extension de la réserve des Terres australes antarctiques françaises (TAAF).
- le lancement d'une étude d'impact pour proposer à l'organisation maritime internationale la création d'une zone de basses émissions d'oxydes de soufre et d'azote en Méditerranée, afin de réduire la pollution des navires.
- le financement de nombreux projets et initiatives de recherche, d'adaptation au changement climatique, de préservation et de restauration des écosystèmes marins.

Brune Poirson a rencontré plusieurs de ses homologues et a participé à divers événements dont celui dédié à la «Corral Life Declaration», à laquelle la France a adhéré, aux côtés de S.A.S. le Prince Albert II de Monaco et de S.A.R. le Prince Charles.

Elle a également défendu une position ambitieuse en faveur de la protection de la biodiversité en haute mer dans le cadre des négociations internationales à venir./.

(Source : site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire)